Bulletin N°53 Septembre 2016

CETIM

Centre Europe - Tiers Monde
Europe - Thirld World Centre
Centro Europa - Tercer Mundo

6, rue J.-C. Amat,
1202 Genève/Suisse
Tél.: +41(0)22 731 59 63
Fax: +41(0)22 731 91 52
www.cetim.ch
contact@cetim.ch

" Il n'y a pas un monde développé et un monde sous-développé, mais un seul monde maldéveloppé. "

EDITORIAL

Il n'est pas aisé de résumer en quelques pages les intenses activités menées par le CETIM durant le premier semestre de l'année. C'est pourquoi, le présent numéro se focalise essentiellement sur les actions portant sur les sociétés transnationales (STN).

Vous trouverez dans ce bulletin des articles concernant aussi bien la 3e journée d'action mondiale contre Chevron que la conférence tenue au Parlement européen par la Campagne mondiale pour démanteler le pouvoir des STN et mettre fin à leur impunité, à laquelle le CETIM a participé.

Quelques activités menées par le CETIM au sein du Conseil des droits de l'homme sont également relatées, à l'instar de la dénonciation de l'assassinat de la militante hondurienne Berta Cáceres au sujet duquel des STN minières et hydroélectriques sont mises en cause.

Durant cette période, le CETIM a également élaboré quatre publications. *Impunité des transnationales*, publiée en trois langues dans la série Droits Humains, donne des pistes concrètes aux États, organisations et militant-e-s pour lutter contre l'impunité de ces entités. *Hold-up sur le climat*, coédité avec GRAIN, met en exergue la responsabilité de l'agro-industrie dans le changement climatique.

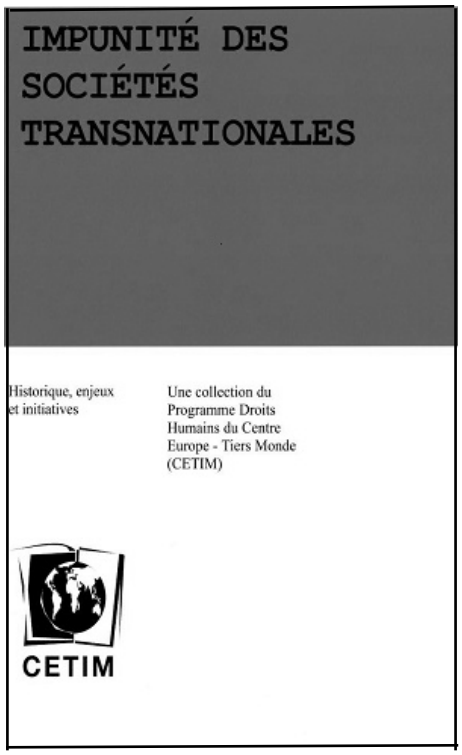
La passion du schiste. Capitalisme, démocratie, environnement en Argentine met en lumière les conséquences sociales et environnementales entraînées par l'industrie extractive du gaz et pétrole de schiste en Argentine. Ce livre servira d'outil pour la réflexion et l'action dans les campagnes menées dans le monde autour du fracking.

Enfin, la collection « Pensées d'hier pour demain » s'est enrichie d'un huitième numéro avec la publication d'un recueil de textes de Kwame Nkrumah, introduit par Amzat Boukari-Yabara. La pensée de cette grande figure du continent noir, qui a lutté toute sa vie pour l'unité africaine, reste plus que jamais d'actualité.

SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES

UNE PUBLICATION POUR LUTTER CONTRE L'IMPUNITÉ DES MULTINATIONALES

Des multinationales au pouvoir économique et politique important violent les droits humains dans une impunité quasi totale. Le CETIM sort un ouvrage qui montre la nécessité et l'urgence d'avoir un instrument international contraignant pour pouvoir sanctionner les multinationales incriminées et permettre aux victimes d'obtenir réparation.



Éditions du CETIM
978-2-88053-116-4
2016, 112 pages

Depuis sa fondation en 1970, le CETIM, en tant que Centre de recherches et de publications, étudie les problèmes posés par les sociétés transnationales (STN) dans le développement des pays du Sud, tout en mettant en exergue la responsabilité des pays du Nord dans l'ordre international injuste. Dans son livre intitulé *Mal-développement*, publié en 1975, le CETIM attirait déjà l'attention sur le rôle néfaste des entreprises multinationales dans la production de biens ne répondant pas aux besoins élémentaires des populations concernées, le commerce inéquitable et l'augmentation des inégalités.

Depuis, on ne dénombre plus les violations perpétrées dans une impunité quasi totale par certaines entreprises multinationales. Une situation que dénonce le CETIM dans la publication *Impunité des sociétés transnationales*, diffusée en septembre 2016.

Le système capitaliste actuel impose une asymétrie normative au service des multinationales qui sont les bénéficiaires d'une architecture de l'impunité. Cela signifie que ces entités échappent bien souvent à toute poursuite judiciaire en raison du manque de volonté politique de certains États mais aussi à cause du manque d'instruments juridiques à l'échelle internationale les concernant. D'où l'impunité particulièrement criante, s'agissant d'actes commis par des acteurs privés comme les STN.

"Une asymétrie normative au service des multinationales"

Une situation qui s'explique par l'offensive du capital financier et l'adoption de toute une série de normes internationales favorables aux STN (accords multilatéraux et bilatéraux sur le commerce et l'investissement notamment) depuis les années 1990, ignorant les droits humains. De plus, la promotion de ces entités au rang d'agents privilégiés du développement par les promoteurs de la mondialisation néolibérale, et les privatisations massives des services publics en leur faveur, ont renforcé leur position à tel point qu'elles contrôlent désormais l'essentiel de la production et commercialisation des biens et des services à l'échelle mondiale. De nos jours, les STN ont une influence déterminante dans la plupart des décisions politiques et économiques. Elles sont aussi devenues des acteurs majeurs dans les violations des droits humains, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels. Le CETIM, en tant que membre

de la Campagne mondiale pour le démantèlement du pouvoir des transnationales et contre l'impunité, vise à démanteler cette structure, connue aussi sous le terme de *Lex Mercatoria* (selon les termes de Juan Hernandez Zubizarreta, professeur de droit international et membre de la Campagne mondiale).

Normes contraignantes

L'ouvrage du CETIM a pour but, d'une part, de contribuer au débat public sur l'impunité des STN et, d'autre part, de donner des pistes concrètes aux Etats, organisations et militants dans la lutte contre cette impunité. En effet, le CETIM milite depuis des années pour la création de normes contraignantes permettant de sanctionner les entreprises responsables de violations des droits humains et aux victimes de porter plainte. Pour le moment, il n'existe aucun instrument international qui régisse les activités des STN dans leur globalité et de manière contraignante. Pourtant, les États sont tenus de combattre les violations des droits humains, sans distinction ni hiérarchie entre ces droits (voir encadré 1). A ce titre, la lutte contre l'impunité des violations des droits humains exige de sanctionner les responsables et de les contraindre à réparer les préjudices causés.

Catastrophes causées par des multinationales

Une grande partie des catastrophes ayant eu des conséquences dramatiques pour les êtres humains et l'environnement a été causée par ou avec le concours déterminant de STN. De l'explosion d'une usine agrochimique à Bhopal (Inde) à la pollution pétrolière en Amazonie équatoriale, du travail des enfants dans les plantations de cacao en Afrique aux usines de textile du Bangladesh, d'énormes tragédies, avec des multiples violations des droits humains, sont imputables aux STN et à l'appât du gain de leurs actionnaires majoritaires et dirigeants. L'immense majorité des victimes attend que les préjudices soient réparés et que les coupables fassent l'objet d'une sanction proportionnelle à la gravité de leurs actes. Alors, les victimes attendent-elles en vain ? Le cadre juridique existant permet-il de répondre à leurs attentes ? Sinon, comment procéder pour mettre fin à l'impunité dont jouissent aujourd'hui les responsables de ces violations et de ces crimes ? C'est également à ces questions que la publication du CETIM *Impunité des sociétés transnationales* tente de répondre.

Obligations des États

En matière de droits humains (civils, économiques, sociaux et culturels), les Etats ont trois niveaux d'obligation: respecter, protéger et mettre en oeuvre.

En plus de ces trois niveaux d'obligation à l'échelle nationale, les États ont également dans ce domaine des obligations à l'échelle internationale.

S'agissant de la mise en œuvre des droits économiques, sociaux et culturels par exemple, les États doivent coopérer entre eux et être solidaires avec des pays qui ont des difficultés à honorer leurs engagements, conformément à la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

Quant aux agissements des STN, les États sont tenus de réguler leurs activités (obligation de protéger) de sorte qu'elles ne violent pas les droits humains des personnes relevant de leur juridiction ni celles d'autres pays et, le cas échéant, de prévoir des sanctions en cas de violations commises par ces entités.

VOUS POUVEZ COMMANDER L'OUVRAGE
IMPUNITÉ DES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES

EN ÉCRIVANT À CONTACT@CETIM.CH

EN LE TÉLÉCHARGENT SUR WWW.CETIM.CH

OU EN APPELANT AU +41 (0)22 731 59 63.

SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES

LE CETIM ET LA CAMPAGNE MONDIALE POUR LE DÉMANTÈLEMENT DU POUVOIR DES TRANSNATIONALES ET CONTRE L'IMPUNITÉ AU PARLEMENT EUROPÉEN

Le CETIM s'est rendu trois jours à Bruxelles dans le cadre d'un séminaire d'experts sur la question des multinationales et des droits humains, en vue de la préparation de la 2e session du Groupe de travail sur les entreprises transnationales et droits humains. Le dernier jour, une conférence publique s'est tenue au Parlement Européen, organisée par le groupe parlementaire de la Gauche unitaire européenne (GUE/NGL). L'intégration des partis progressistes européens au sein du processus de la Campagne mondiale pour le démantèlement du pouvoir des transnationales et contre l'impunité (Campagne mondiale) démontre que le front pour un traité international contraignant s'élargit de plus en plus.

Du 28 au 30 mai 2016, les membres de la Campagne mondiale se sont réunis à Bruxelles pour un séminaire de travail dans le cadre du processus pour l'adoption de nouvelles normes juridiques contraignantes sur les sociétés transnationales (STN).

L'idée était de réunir autour d'une table les parties prenantes du processus : les représentants des communautés affectées, les activistes des mouvements sociaux, les experts et les membres de la société civile.

En vue de la 2e session du Groupe de Travail intergouvernemental sur les sociétés transnationales et les droits humains (prévue pour octobre 2016), ce séminaire a servi de moment de concertation pour construire une vision cohérente sur les questions essentielles du processus. Ce cadre permettra à la Campagne mondiale d'élaborer sa position et présenter ses propositions lors de la prochaine session du Groupe de travail.

Le 30 mai 2016, une assemblée publique s'est tenue au Parlement européen, intitulée « Comment tenir les multinationales responsables pour les violations des droits humains ? ». Elle a été organisée par le groupe parlementaire de gauche (GUE/NGL) et notamment par le parti espagnol Podemos et l'allemand Die Linke.

De gauche à droite : Gonzalo Berrón et Brid Brennan (TNI), Helmut Scholz (Die Linke, GUE/NGL), l'ambassadrice Maria-Fernanda Espinosa (mission de l'Équateur) et Melik Özden (CETIM)

" renforcer la participation et l'engagement "

Grâce au travail de la Campagne mondiale, le groupe de la gauche européenne a intégré dans son agenda politique la lutte contre le pouvoir corporatif transnational et a adhéré au processus. C'est un pas en avant important qui contribue à renforcer le processus et permettra de le mener à l'échelle européenne.

L'objectif de l'assemblée publique était d'élargir et de renforcer la participation et l'engagement des membres du Parlement européen et des parlements nationaux à l'initiative de la Campagne mondiale. D'autre part, l'événement s'est organisé de manière à enrichir le débat avec de nouveaux arguments en faveur du Traité contraignant, via la mobilisation des parlementaires de la gauche européenne dans le développement de propositions concrètes pour le futur traité.

Le premier panel de l'assemblée a concentré la discussion sur l'architecture de l'impunité du pouvoir corporatif global, fondée sur le cadre légal du libre-commerce et l'investissement. D'autre part, les discussions du deuxième panel ont porté sur la feuille de route vers le futur traité contraignant des Nations Unies sur les STN et les droits humains.

Vous pouvez regarder la vidéo de la conférence sur le site web du CETIM (www.cetim.ch/multinationales-le-cetim-au-parlement-europeen)

SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES

LE CETIM AUX NATIONS UNIES EN FAVEUR DES DROITS DES PEUPLES

La 31e session du Conseil des droits de l'homme (CDH) des Nations Unies s'est déroulée en mars 2016 à Genève. Le CETIM s'est fait le porte-parole de la voix des peuples et des mouvements sociaux en lutte pour leurs droits. En effet, une des missions du CETIM est de dénoncer les violations des droits humains commises par les multinationales et leur ingérence dans la libre détermination des peuples.

Le 3 mars 2016, Berta Cáceres, activiste environnementale hondurienne et leader indigène du peuple Lenca, est assassinée de sang-froid dans sa maison par des tueurs à gage. Cheffe de file du Conseil civique des organisations populaires et indigènes du Honduras (COPINH), Berta était engagée depuis des années contre l'exploitation minière et les méga-projets hydroélectriques, tel le projet « Agua Zarca », particulièrement dangereux pour l'intégrité de la population indigène Lenca.

Ce projet est développé en coopération avec des multinationales allemandes (Siemens et Voith) ainsi que des institutions financières européennes et états-uniennes, comme la Compagnie de développement financier des Pays-Bas (FMO), le Fonds finlandais pour la coopération industrielle (Finnfund) et la Banque centre-américaine pour l'intégration économique (CABEI). Berta ne cessait d'alerter sur les dangers des traités de libre-échange, chevaux de Troie des multinationales et piliers de leur impunité.

A l'occasion de la présentation du rapport conjoint du Rapporteur spécial sur le droit de réunion et d'association pacifique et du Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, le CETIM a fait une déclaration en assemblée plénière du Conseil des droits de l'homme. Il a dénoncé l'assassinat de Berta, en demandant aux Rapporteurs d'agir afin de garantir la justice. Parmi ses demandes, le CETIM a réclamé l'arrêt de tous les projets de « développement » qui entraînent des violations des droits humains et qui sont menés sans consultation préalable des populations.

Le CETIM a aussi demandé le gel des investissements des entreprises transnationales et des institutions financières internationales dans ces projets, ainsi que la fin de l'impunité des crimes commis à l'encontre des défenseurs des droits humains et la réalisation d'enquêtes indépendantes sur l'assassinat de Berta Cáceres.

En 2015, Berta avait été menacée de mort par des personnes proches de la compagnie hydroélectrique canadienne Blue Energy, car elle s'opposait à la construction d'un barrage sur le Rio Blanco. Elle l'avait révélé publiquement lors d'une interview donnée à l'agence de presse EFE : « J'ai reçu des menaces de mort, d'enlèvement, de disparition ou de lynchage.

On a parlé de piéger mon véhicule et ma fille a été menacée d'enlèvement. On a cherché à m'intimider en me persécutant, en me surveillant, en me harcelant sexuellement. Des campagnes dans les médias nationaux ont également été menées à mon encontre. »

De plus, Berta faisait l'objet de mesures de protection de la part de la Commission inter-américaine des droits de l'homme. Quels que soient les auteurs et commanditaires de cet assassinat, les manquements des autorités honduriennes sont à pointer du doigt.

SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES

LUTTE MONDIALE CONTRE CHEVRON

La 3e journée d'action internationale contre Chevron a eu lieu en mai 2016. A cette occasion, l'Union des populations affectées par les activités de l'entreprise pétrolière Texaco-Chevron en Équateur (UDAPT), avec laquelle le CETIM travaille en étroite collaboration, a lancé des actions de sensibilisation concernant les violations des droits humains et environnementaux commises par la multinationale dans le monde.

Cette carte met en lumière les luttes menées par plus de 30 communautés affectées, leurs avocats, les organisations et les militants qui les soutiennent.

Les multinationales comme Chevron représentent un danger pour la planète. Sans accès à la justice et à la réparation, les populations affectées continueront à souffrir de maladies et à mourir. Les terres devenues infertiles et contaminées seront abandonnées. Humberto Piaguaje, dirigeant indigène et coordonnateur de UDAPT, affirme: « Nous n'avons qu'une terre, nous allons vivre et mourir ici, nous devons être conscients de nos actes ».

A l'occasion de la journée d'action internationale contre Chevron, une nouvelle carte concernant les conflits environnementaux causés par la compagnie pétrolière est lancée sur le site l'Atlas de la Justice environnementale (www.ejatlas.org).
Cette carte met en lumière les luttes menées par plus de 30 communautés affectées, leurs avocats, les organisations et les militants qui les soutiennent.

La lutte emblématique des communautés autochtones et paysannes de l'Amazonie équatorienne montre combien il est difficile d'obtenir justice et réparation. Pendant 22 ans, elles se sont battues dans plusieurs juridictions, aux Etats-Unis, en Equateur, en Argentine, au Brésil, au Canada. Et même devant la Cour pénale internationale. Pourtant, aucune juridiction nationale n'a réussi à ce jour à obtenir le versement de la condamnation s'élevant à 9,5 milliards de dollars émise par la Cour Suprême de l'Equateur envers Chevron. Cette somme a pour but d'indemniser le pays pour les dommages causés en Amazonie équatorienne.

Pour Pablo Fajardo, l'avocat principal de l'UDAPT: « Les multinationales ont le pouvoir d'établir les règles du jeu. Elles jouissent d'une impunité totale dans le monde entier. Elles empêchent également la mise en place de règles claires. Notre combat s'intègre dans les systèmes juridiques mondiaux. Ils sont injustes et inadaptés, mais nous devons lutter dans ce cadre-là. »

LA COUR SUPRÊME DU CANADA OUVRE UNE BRÈCHE EN FAVEUR DES VICTIMES DE CHEVRON

Étant donné que la justice états-unienne a largement été instrumentalisée par Chevron et que cette dernière n'a plus d'actifs en Equateur, les victimes de cette compagnie, avec le soutien des organisations et juristes canadiens, ont saisi en 2013 la Cour supérieure de justice de l'Ontario (Canada) pour la reconnaissance et l'exécution du jugement équatorien. Chevron a tenté de mettre en cause la compétence du tribunal qui a confirmé que des villageois d'Équateur pouvaient poursuivre le pétrolier américain Chevron au Canada dans le cadre d'une vaste affaire de pollution dans la forêt amazonienne.

Pablo Fajardo, l'avocat des victimes équatoriennes, rappelle que Chevron possède au Canada des actifs de plus de 15 milliards de dollars et que l'exécution de la sentence équatorienne par le tribunal canadien permettrait « la restauration d'une des zones parmi les plus importantes pour l'équilibre de l'écosystème mondial ».

SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES

LE CETIM, RELAIS DES MOUVEMENTS SOCIAUX DU SUD

Au cours de la 31e session du Conseil des droits de l'homme (CoDH), le CETIM est intervenu sur des sujets en lien avec son travail historique de plaidoyer et de relais des mouvements sociaux du Sud.

Lors de la session du CoDH qui a eu lieu de février à mars 2016, le CETIM a condamné les répressions anti-syndicales en Colombie. Le Sindicato de Trabajadores del Sistema Agroalimentario de Colombia (SINALTRAINAL), partenaire de longue date du CETIM, est particulièrement touché par cette situation. Force est de constater que les violations des droits humains commises par les multinationales du secteur restent la plupart du temps impunies.

Le CETIM a dénoncé la situation relative aux droits humains en Turquie. La militarisation croissante et la répression politique des voix dissidentes sont à l'origine de nombreuses violations des droits humains. La nécessité d'établir une Commission d'enquête internationale pour faire la lumière sur lesdites violations et rendre justice a été relevée.

Le CETIM a également dénoncé la détention arbitraire de Julian Assange (fondateur de Wikileaks). Il a demandé au CoDH de garantir l'autorité du Groupe de travail sur la détention arbitraire, dont les activités sont attaquées par la Suède et le Royaume-Uni.

Puis le CETIM s'est prononcé sur l'Examen périodique universel de l'Australie afin que ce pays surveille les activités de ses multinationales, conformément à ses obligations extra-territoriales. Finalement, le CETIM est intervenu pour alerter sur le climat de violence qui règne à Madagascar.

Les populations habitant dans les zones riches en ressources naturelles sont soumises à des arrestations arbitraires, des violences et des déplacements forcés. Le CETIM a sollicité le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires pour examiner de près la situation.

Conférence « Comment tenir les multinationales responsables pour les violations des droits humains ? »

En marge du CoDH, le CETIM a co-organisé une conférence qui a débattu des éléments clés et des défis inhérents à l'adoption de normes contraignantes pour les multinationales. Jean Ziegler (membre du Comité Consultatif du CoDH), Alfred De Zayas (Expert Indépendant pour la promotion d'un ordre international démocratique), H. E. Maria Fernanda Espinosa (Ambassadrice de la mission de l'Équateur auprès des Nations Unies), Alberto Villarreal (FOEI) et Melik Özden (CETIM) y ont participé.

Prix : CHF 12 / € 10
Co-édition CETIM et GRAIN
978-2-88053-113-3
2016, 259 pages

PUBLICATIONS

HORS-SÉRIE

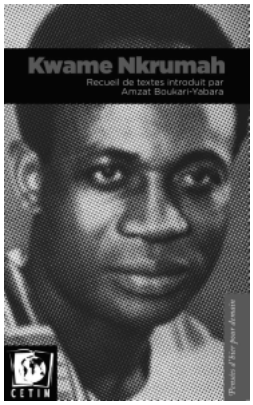
Hold-up sur le climat. Comment le système alimentaire est responsable du changement climatique et ce que nous pouvons faire

Ce livre explique comment le système agro-industriel est un des responsables majeurs du changement climatique et pour quelles raisons et comment la souveraineté alimentaire est essentielle à prendre en compte dans toute solution pérenne et juste.

Il est plus que jamais temps pour les peuples d'agir par eux-mêmes, alors que les gouvernements, particulièrement ceux qui sont à la tête des pays qui ont le plus pollué, refusent de prendre leur responsabilité pour gérer ce problème. Changer le système alimentaire est certainement le meilleur endroit par où commencer.

PUBLICATIONS

PENSÉES D'HIER POUR DEMAIN



Prix : CHF 11 / € 8.50
Éditions du CETIM
978-2-88053-114-0
2016, 96 pages

Kwame Nkrumah
Recueil de textes introduit par Amzat Boukari-Yabara

Né à Nkroful (actuel Ghana) en 1909, dans un milieu modeste, Kwame Nkrumah est le premier leader africain à conduire son pays, le Ghana, à l'indépendance. Ayant séjourné aux États-Unis dans les années 1930, il partage les brimades subies par les Noirs et le racisme quotidien dans ce pays. Il devient ainsi un ami proche des leaders afro-américains comme Martin Luther King. Partisan infatigable du panafricanisme, en tant qu'élément essentiel pour parachever l'autodétermination des pays africains, et premier soutien des mouvements de libération, Nkrumah appartient néanmoins aux figures tragiques de l'histoire de l'Afrique.

Alors que les militants panafricains qui reprennent son œuvre sont souvent présentés comme des utopistes, force est de constater que l'Afrique n'a pas connu depuis de projet plus concret et de personnage plus visionnaire que Kwame Nkrumah, le champion de la cause africaine.

Il meurt en exil en Roumanie en 1972 mais son portrait continue d'être aujourd'hui brandi par des millions d'Africain-e-s.

Ce petit livre présente quelques-uns des textes les plus pertinents à lire ou relire aujourd'hui de Kwame Nkrumah, notamment sur la nécessité de l'unité africaine, l'enjeu (toujours) crucial du Congo, le néo-colonialisme, le « consciencisme » et la guerre révolutionnaire.

PUBLICETIM

Prix : CHF 15 / € 13
PUBLICETIM n°40
Éditions du CETIM
978-2-88053-115-7
2016, 184 pages

La passion du schiste. Capitalisme, démocratie, environnement en Argentine
Ouvrage collectif (OPSur, Grégory Lassalle, Vincent Espagne)

La passion du schiste peut se lire comme une saga sur l'épopée du fracking dans le décor de western de la Patagonie argentine. L'avenir semble radieux dans cette conquête d'un nouvel Eldorado.

La passion du schiste peut aussi se lire comme un récit de transformations territoriales, politiques, économiques et sociales qu'engendre l'industrie du gaz et pétrole de schiste dans la province de Neuquén, sur le gisement de Vaca Muerta.

Cette enquête unique dresse le panorama des acteurs impliqués, de leurs intérêts et de leurs modes d'action et révèle les rapports de force qui empoisonnent la démocratie argentine.

L'Argentine est le second pays après les États-Unis à développer industriellement les hydrocarbures non conventionnels. Au moment où cette industrie cherche à conquérir d'autres pays, suscitant des résistances, ce livre attire l'attention sur ce cas d'école afin d'éviter qu'il devienne un modèle.

STOP À L'IMPUNITÉ DES MULTINATIONALES!

Grâce à mon don, je contribue à la lutte contre l'impunité des sociétés transnationales qui violent les droits humains partout dans le monde.

JE FAIS UN DON

BANQUE CANTONALE DE GENÈVE (SUISSE)
CCP 12-19850-1
IBAN : CH 90 0900 0000 1201 9850 1
SWIFT/BIC : POFICHBEXXX

CRÉDIT MUTUEL (FRANCE)
IBAN: CH90 0900 0000 1201 98501
SWIFT/BIC: POFICHBEXXX